

## Introduction et vue d'ensemble

---

L'Accord de libre-échange Canada-États-Unis est un pacte historique et sans précédent entre les deux plus grands partenaires commerciaux du monde. Son entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1989 permet aux deux pays d'atteindre d'importants objectifs. L'Accord entraîne en effet la disparition d'obstacles au commerce de marchandises et de services entre les deux pays. Il favorise une concurrence loyale dans la zone de libre-échange et assouplit considérablement les conditions relatives à l'investissement transfrontalier. Il établit également des procédures efficaces pour l'administration conjointe de ses dispositions et le règlement des différends. Équitable et avantageux tant pour le Canada que pour les États-Unis, cet accord pose les assises d'une plus grande coopération bilatérale et multilatérale qui aura pour but d'en rehausser et d'en multiplier les avantages.

L'Accord joue un rôle important dans la croissance soutenue, le développement et la prospérité économiques du Canada. Il est conforme aux obligations contractées par le Canada envers ses partenaires commerciaux en vertu de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), dont il reprend les principes tout en les appliquant à de nouveaux domaines comme les services et les mesures concernant les investissements liés au commerce. Cet Accord, et la position adoptée aux négociations multilatérales de la Ronde de l'Uruguay du GATT, montrent que le Canada est déterminé à abaisser les barrières commerciales dans le monde.

Pierre angulaire de la stratégie économique globale du gouvernement, la libéralisation du commerce offre aux Canadiens et aux Canadiennes la possibilité de croître et de prospérer dans un contexte économique compétitif et dynamique.

De vastes consultations ont été entreprises dès le début des négociations commerciales bilatérales. Le Comité consultatif sur le commerce extérieur et les 15 Groupes de consultations sectorielles sur le commerce extérieur ont été chargés de recueillir les vues du milieu des affaires. Les premiers ministres des provinces ont tenu neuf réunions spéciales pour discuter des négociations, qui étaient également à l'ordre du jour de leur conférence annuelle. Des représentants du commerce des provinces ont participé à des réunions régulières du Comité fédéral-provincial des négociations commerciales, ainsi qu'aux travaux de groupes de travail distincts sur chaque élément de l'Accord. Pour chaque sujet abordé dans le cadre des négociations, le gouvernement a consulté des spécialistes des ministères compétents, veillant à établir la coopération interministérielle la plus étroite possible. Jamais, au Canada, des négociations commerciales internationales n'avaient donné lieu à des consultations d'une telle ampleur. Elles ont permis de tenir compte, autant que possible des intérêts et conseils en ce qui concerne chacun des éléments de l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis.